

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 66 (2008)

Heft: 1: Libéralisation et reconnaissance des parties prenantes

Artikel: Mouvement altermondialiste et réponses institutionnelles : quelle vertu, quel danger?

Autor: Ghimire, Kléber

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-142109>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE ET RÉPONSES INSTITUTIONNELLES: QUELLE VERTU, QUEL DANGER?

KLÉBER GHIMIRE¹

*Institut de recherche des Nations unies pour le développement social, Palais des nations, Genève
ghimire@unrisd.org*

> Au cours des dernières années, le mouvement altermondialiste a formulé de nombreuses propositions telles que la réduction de la dette, le changement des règles internationales du commerce, l'imposition internationale, etc. Cet article cherche à analyser la manière dont ces différentes propositions faites par le mouvement sont reçues et instrumentalisées par les cercles politiques et les instances bureaucratiques. Notre analyse démontre que peu de mesures politiques concrètes ont été adoptées en réponse aux propositions formulées par le mouvement. Le mouvement altermondialiste, basé sur divers réseaux et sans aucune structure organisationnelle, ne semble pas en mesure de mener de réelles négociations avec le pouvoir public. La conjoncture actuelle donne en fait à ce dernier la possibilité de sélectionner les propositions altermondialistes, ainsi que l'ampleur des réformes à effectuer au gré de ses propres priorités. Le système ne se sent guère menacé par les demandes altermondialistes et, l'institutionnalisation accrue du mouvement laisse présager de nouveaux pièges.

INTRODUCTION

Le mouvement altermondialiste fait fréquemment l'objet d'appréciations positives. Samir Amin affirme que l'altermondialisme «doit être considéré comme un progrès civilisationnel» car il est construit sur «le principe fondamental de la pratique démocratique: refusant la hiérarchie verticale, promouvant des formes horizontales de coopération dans l'action» (http://www.forumsocialmundial.org.br/noticias_textos.php?cd_news=349). Selon le Dictionnaire altermondialiste élaboré par Attac sous la direction de Jean-Marie Harribey, le mouvement «vise à l'émancipation de l'humanité» (Harribey, 2006: 28). Des chercheurs engagés, mais également des sociologues et politologues aguerris accordent à ce mouvement une importance considérable. Ainsi, dans un de ses nouveaux livres, Alain Touraine affirme que «le mouvement altermondialiste occupe une place aussi importante que le socialisme aux premières décennies de la société industrielle» avec un «appel à une gestion démocratique des grandes transformations historiques» (Touraine, 2005: 47-48). Le projet politique du mouvement est-il si révolutionnaire? Cherche-t-il une rupture totale avec l'ordre écono-

¹ Chercheur et coordinateur de recherche sur la société civile et les mouvements sociaux à l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève. Cet article a bénéficié d'une lecture soignée du texte, ainsi que d'une mise aux points des références bibliographiques par Mlle Géraldine Bugnon.

mique et politique actuel, comme beaucoup semblent le penser?

Cependant, si l'on regarde plus soigneusement, il est évident que l'esprit général du mouvement se base notamment sur des actions non-violentes, la pratique démocratique, la justice sociale, la paix, la solidarité, etc. (voir le site web du forum social mondial www.portoalegre.2003.org, par exemple). Il ne cherche pas à renverser le système ou à le remplacer par un autre, malgré son affirmation qu'«un autre monde est possible». Cette vision plutôt circonspecte permet au mouvement non seulement d'éviter la confrontation directe, voire violente, avec le système, mais également d'établir des liens salutaires avec des institutions et des acteurs étatiques afin de leur soumettre ses propositions. Le mouvement appelle ainsi à la protection du secteur public, à l'arrêt de la privatisation et à la limitation de la puissance des sociétés multinationales. Il réclame l'élimination de la pauvreté, le soulagement de la dette du tiers monde, l'accroissement des ressources financières par l'aide au développement, ainsi de suite. C'est pour cette raison que le mouvement juge important de créer des alliances avec des élites et des gouvernements nationaux progressistes. Il sollicite également le renforcement du système des Nations unies, tout en exprimant son opposition aux organisations Bretton woods: la Banque mondiale (BM), le Fond monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Etant donné que le mouvement altermondialiste cherche à travailler avec le système plutôt qu'à le détruire dans son ensemble, la question est donc: comment le système réagit-il? De quelle façon les différentes propositions faites par le mouvement sont-elles reçues et soutenues par les institutions dominantes? Ces institutions et les forces sociales qui y sont associées sont-ils vraiment ouverts aux différentes approches et propositions avancées par le mouvement?

En raison de son émergence en force et de son caractère pluraliste, le mouvement altermondialiste est habituellement considéré comme un phénomène singulier. La littérature s'intéresse notamment à ses multiples terrains d'action, aux acteurs sociaux qui le constituent, ainsi qu'à ses thèmes de revendications. Jusqu'à ce jour, la relation entre les exigences du mouvement altermondialiste et les attitudes des institutions envers ce dernier a été peu abordée. Le mouvement présente les caractéristiques des «nouveaux mouvements sociaux»² puisqu'il se distance des partis politiques et cherche à mobiliser des forces socioculturelles et des attributs politique supplémentaires qui visent à changer la structure mondiale du pouvoir et de l'ordre politico-économique. C'est dans ce contexte que l'examen des relations entre le mouvement altermondialisme et le pouvoir décisionnel devient particulièrement utile et intéressant.

Les sociologues Donatella della Porta et Mario Diani, qui ont examiné en détails les liens entre les diverses catégories de mouvements sociaux et leurs effets sur les politiques publiques, affirment que «tous les mouvements font des demandes sur le système politique» (della Porta et Diani, 1999: 233). Alberto Melucci pour sa part explique que les mouvements sociaux ont naturellement la vocation de «repousser au-delà des limites fixées par le système politique existant» (Melucci, 1996: 35). Mais quels genres de demandes provenant des mouvements sociaux ont la potentialité d'être reçus positivement par le système? La réponse à une telle question nécessite de prendre compte le contexte socio-historique.

² Analysés par les sociologues européens dans le passé, voir pour une plus ample explication (Nevue, 2000 : 66-74).

L'altermondialisme est un réseau mondial dans lequel «se trouvent insérés» beaucoup de mouvements qui «revendiquent haut et fort leur ambition de conduire les luttes transversales» (Sommier, 2003: 29-30). Cette manière de fonctionner lui offre la possibilité d'éviter les hiérarchies, de réduire les distances pour monter des d'actions et de conserver l'autonomie de chaque membre (Reynié, 2007:171). Comme le mouvement n'a pas de structure organisationnelle, il fonctionne essentiellement «par espaces d'agrégation» et son action collective est «particulièrement fragmentée et redéployée selon les multiples formes d'oppression contre lesquelles il s'agit de lutter» (*Ibid*: 171).

Toutefois, un certain nombre d'idées et de propositions figurent au cœur du mouvement. La dette est par exemple un «objet privilégié d'engagement» au sein du mouvement altermondialiste (Agrikoliansky, Fillieule et Mayer, 2005: 68). Des réseaux d'ONG, des syndicats, des centres académiques ou d'autres se sont souvent unis pour soulever la question de l'annulation de la dette auprès des chefs d'états du G8, des donateurs multilatéraux et bilatéraux, et des créanciers. A ce sujet la campagne du Jubilé 2000 a représenté un point culminant. Depuis 2000, la campagne a continué à fonctionner suivant différentes modalités, accompagnée d'un débat animé sur la question de l'annulation partielle ou totale de la dette ou encore à propos des réparations de dommages.

En ce qui concerne la campagne liée aux règles de commerce international, l'accent est mis sur les problèmes provoqués par la maintien des barrières commerciales de la part des pays industrialisés envers les produits du tiers monde, tout en pratiquant une politique de vente de type *dumping* dans le sud. Le Trade Justice Movement en Grande Bretagne, constitué de 50 ONG des plus importantes parmi lesquelles se trouve l'Oxfam, appelle à un changement fondamental des règles injustes et des institutions régissant le commerce international (www.tjn.org.uk et www.oxfam.org). Au cours des dernières années, de nombreux autres réseaux ont cherché à mettre en lumière les problématiques liées à la mondialisation néolibérale et au commerce, notamment le Global South (Philippines), Third World Network (Malaisie) et Foundation for Science and Ecology (Inde). Ces réseaux ont également tenté d'établir des alliances avec des dirigeants politiques de pays émergents tels que le Brésil et l'Inde.

Quant aux propositions concernant les impositions globales, Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens) a un rôle clairement prédominant. L'argument principal du mouvement est qu'un petit impôt universel sur des revenus de devises étrangères devrait décourager à la spéculation et, d'une manière générale, créer une source importante de financement public pour le développement humain. Avec ses affiliations dans 39 pays et plusieurs milliers d'adhérents, ces dernières années Attac est devenu un point focal pour le mouvement anticapitaliste et la lutte contre la «dictature du marché» (voir www.attac.org).

Finalement, le commerce équitable a pour objectif d'améliorer les vies des producteurs de faible revenu dans le tiers monde par la vente de leurs produits sur les marchés occidentaux. De plus, il cherche à devenir un acteur puissant susceptible de «modifier des règles commerciales internationales inégales, donc injustes» (Yilmaz, 2005: 2). Divers organismes se sont engagés dans ce processus, tels que Max Havelaar, Transfair, Fairtrade, Artisans du monde, etc. Mais le concept actuel du commerce équitable ne remet pas en cause le système des échanges internationaux. Il risque également «de s'enfermer dans une vision caritative ou paternaliste» (Harribey, *op cit.*: 70) en ce qui concerne les relations avec le sud.

En observant les propositions émergeant du mouvement altermondialiste concernant la réduction de la dette, le changement des règles et des barrières commerciales, l'imposition globale et le commerce équitable, on constate que dans l'ensemble, le mouvement ne soumet au système aucune demande impossible à réaliser. Il exige en effet un changement visant à atteindre un degré plus important de gouvernance et de justice sociale ainsi qu'un développement économique plus redistributif. Il ne cherche pas particulièrement à prendre le pouvoir étatique. Dans ce sens, le mouvement reste pleinement «pragmatique» et en tout cas profondément «réformiste», créant de ce fait un espace propice aux dialogues avec les établissements bureaucratiques et politiques. Les résultats d'un sondage auprès des 545 participants du deuxième Forum social européen à Paris en novembre 2003 ont d'ailleurs souligné que seulement quelques huit pour cent s'opposaient radicalement aux processus de mondialisation économique (*Libération*, 12 novembre 2003). Une autre enquête couvrant presque 1.000 personnes et organismes de la société civile a également constaté que seulement cinq pour cent s'étaient identifiés comme totalement opposés au système actuel (Pianta et Silva, 2003: 44)³.

Quoi qu'il arrive, les courants principaux du mouvement altermondialiste acceptent non seulement de fonctionner dans le système actuel, mais visent également à renforcer la capacité de développement de l'état et du système multilatéral. Ils offrent ainsi la possibilité à différentes forces sociales (les élites et les administrateurs progressistes, les agences internationales comme l'ONU et les mouvements sociaux) de prendre part aux questions principales abordées par le mouvement.

INTÉRÊT INSTITUTIONNEL À L'ÉGARD DU MOUVEMENT

Indubitablement en raison de son caractère réformiste, les institutions politiques ou de développement répondent de façon positive à un certain nombre de propositions avancées par le mouvement. De plus en plus, des personnalités politiques, chefs d'état ou de gouvernement et certains partis politiques ont montré de l'intérêt pour le mouvement. Non seulement des chefs d'état de gauche comme Lula, Castro ou Chavez, et des tiers-mondistes tels que Mandela, Mahathir ou Mugabe, ont soutenu le mouvement, mais aussi des hommes politiques de centre-droite comme le Président Chirac (Said et Desai 2003: 59-61; Boniface, 2003). D'une certaine manière, les propositions concernant les problèmes liés à la dette du tiers monde, aux barrières douanières, au commerce équitable et à l'imposition mondiale prennent place dans un contexte nouveau de négociations, par exemple au sein du millénaire pour le développement des Nations unies. Pour les gouvernements ou les agences internationales de développement qui visent sérieusement à réduire les inégalités sociales et la pauvreté, les propositions de la société civile devraient, à priori, apparaître comme avantageuses, leur permettant ainsi d'établir une base politique plus large. Cependant, on peut se demander si les institutions politiques et de développement ont évolué assez rapidement pour s'adapter à cette «nouvelle» conjoncture.

³ Malgré cela, l'impact politique de cette petite minorité composée d'anarchistes, de l'extrême gauche, de syndicalistes militants, d'écologistes radicaux, etc., qui veulent que le système capitaliste soit plus au moins anéanti, ne doit pas être sous-estimé, car par leur militantisme, les demandes avancées par le camp «réformiste» sont souvent mieux écoutées par le système.

Au niveau national, des gouvernements ont accordé un certain degré d'importance aux différentes propositions issues du mouvement altermondialiste. Prenons les cas de la Grande Bretagne et de la France. La Grande Bretagne est le pays où le mouvement lié à la réduction de la dette du tiers monde, ainsi que le mouvement concernant les règles internationales du commerce, demeure le plus fort. Par conséquent, les leaders politiques et les gouvernements sont restés à l'écoute des diverses demandes provenant de ces mouvements. En effet, on peut dire que la recommandation il y a quelques temps de Tony Blair pour créer un Plan Marshall pour l'Afrique avec un budget total de 25 milliards de dollars destinés à l'annulation de la dette sub-saharienne et au maintien de l'aide publique à 0.7 pour cent du PNB par les pays riches est d'une certaine manière un résultat perceptible de l'influence de ces mouvements (*Le Monde*, 14 mars 2005).

Quant à la France, elle a connu la naissance et la popularité ascendante d'un mouvement puissant comme Attac, réclamant des contrôles et des impositions internationales sur les marchés boursiers. Il n'est pas étonnant donc que cette proposition ait été reprise par le président Chirac pour instituer un prélèvement international de solidarité sur des transactions financières et des ventes internationales de billets d'avions pour financer le combat contre le sida et des activités de développement dans les pays en voie de développement (*Le Monde*, 27 janvier 2005; *The Times*, 27 janvier 2005). Rappelons également que son cabinet avait financièrement soutenu le 2ème Forum social européen à Paris en novembre 2003⁴, et que Attac demeurait un des principaux organisateurs de cet événement.

Ces indicateurs récents tendent à suggérer qu'il y ait un intérêt manifeste pour le mouvement altermondialiste de la part du pouvoir public dans certains pays. De plus en plus, diverses forces politiques de droite comme de gauche s'accordent à dire que le processus actuel de mondialisation économique doit être accompagné d'une forme d'empathie humaine afin de garantir sa propre survie. Des journaux tels que *The Economist* et le *Financial Times*, qui représentent un forum puissant du modèle économique libéral, affirment aujourd'hui que l'inégalité économique internationale croissante, signalée par le mouvement altermondialiste, est une question qui requiert une certaine attention.

En Europe, la dimension de compassion humaine est notamment reprise par les partis politique sociaux démocrates ou chrétiens. Leurs dirigeants et un certain nombre de leurs adhérents voient la nécessité d'ajouter une dimension sociale au processus de la mondialisation économique. Certains spécialistes croient que le mouvement altermondialiste a gagné en stabilité et légitimité suite au soutien enthousiaste de ces démocrates chrétiens et d'organismes charitables chrétiens (Askolovits, 2003). En tout cas, ces partis politiques en alliances avec d'autres forces politiques ont joué un rôle essentiel pour l'annulation d'une partie de dettes des pays très pauvres et ont également fortement soutenu le jubilé 2000 (Tagle et Patomäki, 2007: 5). De même, beaucoup parmi eux admettent l'utilité de la taxe Tobin ; le sujet a d'ailleurs été débattu dans de nombreux parlements nationaux et au parlement européen (Patomäki, 2007: 20-23). Ces instances reconnaissent également le rôle positif du commerce équitable pour la paysannerie et les artisans au sud (Yilmaz, 2005: 2). Toutefois, ils expriment de la retenue concernant les règles et barrières commerciales internationales, ceci afin de protéger l'intérêt économique national ou de la Communauté européenne.

⁴ A la hauteur d'un demi-million d'Euros (Jaigu, 2003).

Par ailleurs, les socialistes européens, les communistes (réformés) et les partis verts ont habituellement soutenu le mouvement. A titre exemple, *l'Humanité*, journal lié au parti communiste français, écrit dans un éditorial: «Les altermondialistes...sont des gentils utopistes, sûrement utiles à nous alerter sur les dérives les plus graves du système». Toutefois, ce journal affirme également: «Pour le reste, les choses sérieuses, c'est une autre affaire. Les altermondialistes rêvent. Les gouvernements gouvernent. Chacun chez soi» (13 novembre 2003).

Néanmoins, l'intérêt de divers partis politiques pour le mouvement s'est sensiblement accru. Pendant le Forum social européen tenu à Paris en novembre 2003 par exemple, la plupart de partis politiques français ont essayé d'organiser des événements ou d'influencer la discussion. Des observateurs avisés offrent deux principales raisons à cela: tout d'abord, de nombreux altermondialistes sont, à l'origine, des militants déçus par les partis politiques dont ils faisaient partie (Hassoux, 2003); ensuite, beaucoup de jeunes (donc potentiellement recrutables par les partis politiques) sont attirés par le mouvement. En effet, un mouvement comme Attac a plus d'adhérents que les Verts et à peine trois fois moins que le Parti socialiste (Boniface, 2003). En raison de cette influence croissante, les divers groupes politiques ont pris conscience de l'importance primordiale de maintenir des contacts avec le mouvement, notamment en fournissant des soutiens financiers⁵ et organisationnels.

Parallèlement, des personnalités actives dans le mouvement altermondialiste ont ouvertement offert aux partis politiques de reprendre leurs idées et leurs propositions. Par exemple, l'un des principaux dirigeants derrière l'organisation du Forum social européen à Paris⁶ a déclaré que l'intérêt grandissant du monde politique pour les altermondialistes était «une forme de reconnaissance». Selon ses propres termes, «C'est la démonstration du poids croissant du mouvement social et citoyen dans l'opinion publique. Je dis aux partis politiques: Allez-y, récupérer-nous! Appropriiez-vous nos idées! Même: mettez en œuvre concrètement nos propositions» (*Libération*, 4 novembre, 2003).

Toutefois, on ne peut affirmer avec certitude si ce type de contact et de dialogue avec les partis politiques aide effectivement le mouvement altermondialiste à maintenir une influence soutenue sur le système. Malgré les efforts de certains partis politiques pour amplifier les contacts avec le mouvement, le bilan général est que les gouvernements, les corps bilatéraux et les institutions internationales du développement ont été lents à reconnaître l'intérêt croissant de l'opinion publique envers ce mouvement. Comme le déclare Timothy Shaw, dans l'ensemble, les études de développement ont échoué à suivre le discours contemporain des mouvements transnationaux et «les administrateurs, les analystes, les conseillers, les universitaires et les praticiens professionnels dans le domaine devraient employer la critique et les suggestions avancées par des groupes anti-mondialistes tels que www.attac.org et www.nologo.org» (Shaw 2001:165).

⁵ Outre l'attribution d'un demi-million d'Euros par le gouvernement français comme indiqué auparavant, la municipalité socialiste de Paris a offert 1 million d'Euros et divers appuis logistiques ont été fournis par les maires communistes de quatre municipalités périphériques où la plupart de événements du forum ont été organisés (Jaigu, 2003).

⁶ Le chef de l'Attac France Jacques Nikonoff

CONTRAINTES

Malgré ces diverses potentialités, de nombreux problèmes persistent, et ceux-ci proviennent tant du mouvement altermondialiste que du pouvoir décisionnel. En ce qui concerne les mouvements sociaux, le sociologue Claus Offe soutient qu'ils sont «incapables à la négociation parce qu'ils n'ont rien n'offrir en échange de la concession faite à leurs demandes» (Offe, 1985: 830). Cet auteur, qui a analysé les rapports entre les mouvements sociaux et la politique institutionnelle, avance que les syndicats, qui pourraient par exemple garantir une baisse de salaire en échange du maintien d'autres avantages acquis, contraire aux nouveaux mouvements sociaux liés à la paix ou à l'environnement ne semblent pas en mesure d'offrir rien en échange aux autorités.

Les mouvements sociaux sont fréquemment peu structurés, avec des variations notables dans leurs démarches, leurs rythmes et leurs actions. Ils manquent souvent d'une entité légale pour respecter les décisions formelles, ce qui rend les accords et les projets conclus avec les institutions étatiques très difficiles à concevoir et à mettre en oeuvre. En effet, comme indiqué au début de cet article, le mouvement altermondialiste, puisqu'il fonctionne en réseau, n'a aucune structure organisationnelle. Il a ni siège, ni adhérents. Ainsi, la question suivante se pose: qui peut parler au nom de qui, et concernant quelles décisions? Pour cette raison, le Forum social mondial (FSM), qui fonctionne comme porte-parole du mouvement, se trouve de plus en plus paralysé dans ses démarches car il n'a aucune capacité décisionnelle.

Le mouvement altermondialiste a sans aucun doute fait preuve d'une grande capacité de mobilisation populaire et de dénonciation des effets négatifs du système néolibéral. Il a désigné les compagnies multinationales et les institutions financières et commerciales_ notamment le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC, comme ses adversaires principaux⁷. Néanmoins, lorsqu'il s'agit d'instaurer une relation d'échanges et de dialogues politiques, l'état reste l'institution la plus légitime. Des états puissants peuvent bien évidemment emmener des pressions sur ces institutions, mais le fait que le mouvement doive passer par l'état rend la négociation encore plus complexe. Etant donné l'intérêt géopolitique et la croyance relativement généralisée sur la nature bienfaisante de l'économie de marché, on ne peut avoir aucune garantie concernant le soutien de ces états aux demandes du mouvement altermondialiste.

De même, on constate un manque de clarté et de détermination au sein du mouvement par rapport à la nature et à l'intensité des relations à entretenir avec les autorités. On observe surtout l'inquiétude permanente que ces dernières visent uniquement la cooptation du mouvement, voire son discrédit (surtout celui de ses dirigeants). Ces craintes, en grande partie légitimes, ont provoqué un certain repli du mouvement sur lui-même, même dans les occasions où des pourparlers se présentent naturellement. Voici un exemple: lorsque le président Chirac, souhaitant promouvoir son image internationale, a proposé la taxe aérienne, Attac France a gardé ses distances par rapport au projet, redoutant la récupération politique. Le résultat est que Attac France n'est pas un protagoniste dans cette initiative.

De même, la structure et le fonctionnement des institutions politiques présentent de nombreux obstacles aux revendications émergeant des mouvements sociaux. Alberto Melucci, par exemple, présente le système dominant comme essentiellement hostile aux mouvements

⁷ Considérés souvent fondamentaux en formation de l'identité collective et pour désigner un adversaire (voir Melucci, 1985 : 789-816).

sociaux: celui-ci tente la plupart du temps de faire obstruer, de contenir et de réprimer l'action collective (Melucci, 1996: 301). Dans ce sens, les mouvements sociaux sont avant tout perçus par le système comme des «fauteurs de troubles». Par conséquent si un mouvement social donné ne devient pas assez puissant pour menacer la base du système et les privilèges des élites, le système ne se reconnaîtra aucune obligation de négocier avec lui.

Cependant, aucun système ne peut rester entièrement monolithique en terme de composition sociale et d'intérêts. Certaines forces politiques au sein du système semblent plus tolérantes que d'autres ou partagent certaines valeurs de base avec les mouvements sociaux. D'autres trouvent un terrain commun pour leur accorder un certain degré de soutien. Il existe par ailleurs des forces sociales contestant le pouvoir depuis l'intérieur du système et qui peuvent s'aligner avec les mouvements sociaux afin d'atteindre leurs buts politiques. De toute façon, le monde politique est inévitablement très sensible à l'opinion publique (Guigni, 2004: 9). En conséquence, lorsqu'un mouvement attire un public assez large et que les médias se montrent intéressés, les autorités publiques sont automatiquement influencées. Bien évidemment, ce processus aboutit rarement à la formulation concrète de politiques publiques, et cette dynamique varie selon le contexte politique et culturel dans lequel naissent les mouvements sociaux, ainsi que selon le degré de souplesse politique des autorités publiques. En résumé, le soutien institutionnel des mouvements sociaux est une question complexe et peut rarement être garanti.

CONCLUSION

Dans le cas précis du mouvement altermondialiste et plus particulièrement en raison de son caractère réformiste, on peut présupposer que les propositions émergeant du mouvement tel que l'annulation de la dette du tiers monde, des échanges commerciaux plus favorables aux pays pauvres ou l'imposition mondiale pour des projets sociaux disposeraient de meilleures chances d'exécution par les cercles politiques et bureaucratiques. Cela leur permettrait surtout de les élaborer et de les réaliser conjointement avec les groupes et les mouvements sociaux concernés. Cependant, il ne faut pas être naïf au point de croire que l'approbation de la substance du problème par le système signifierait automatiquement qu'on soit arrivé à un accord sur les moyens ou les méthodes à employer. Le sujet de la réduction de la dette en est un bon exemple: tous sont d'accord pour dénoncer l'injustice sociale et les difficultés économiques provoquées par l'endettement des pays en voie de développement, mais la façon de résoudre ce problème divise toujours les institutions financières, les gouvernements occidentaux et les mouvements sociaux. Pendant ce temps, les dettes de pays pauvres continuent de s'accroître- 2.5 fois plus en 2005 qu'en 1985 (Tagle et Patomäki, 2007: 1).

Certes, le mouvement altermondialiste, fragmenté en divers réseaux et sans une organisation cohérente, n'est pas bien placé pour conduire des négociations substantielles avec le pouvoir public. Mais il faut également insister sur le fait que le système pour sa part s'est montré peu accommodant envers les demandes modérées du mouvement. Il est certain que la proposition de l'imposition mondiale, le problème de la dette ou les régulations commerciales plus significatives évoquent des relations de puissance entre pays pauvres (emprunteurs) et pays riches (prêteurs). Le système présente des limites idéologiques, puisque la propriété privée et corporative, la libre circulation de flux de capitaux, l'investissement et le commerce accru tout comme les modes de consommation sont considérés comme inséparable du progrès

social et de la prospérité économique. Il est donc assez inconfortable pour une structure bureaucratique de se montrer réceptive aux appels radicaux en intégrant les changements souhaités dans le processus de planification et l'attribution des ressources. Toutefois, le point essentiel qui devrait être souligné est que même les appels du mouvement altermondialiste pour des réformes minimalistes et ne présentant aucune menace effective au système sont à peine entendus. Il est vrai que des partis politiques ont commencé à montrer de l'intérêt pour le mouvement, comme nous l'avons vu plus haut, mais les conséquences de cette évolution sur une éventuelle amélioration de la communication avec les système sont difficiles à évaluer. Dans l'ensemble, peu de décisions politiques concrètes ont été adoptées suite aux demandes avancées par le mouvement.

On peut donc affirmer, en guise de synthèse, que l'intérêt institutionnel pour l'altermondialisme ne se manifeste pas simplement parce qu'il y a des propositions, ou parce que le mouvement est clairement réformiste. Il s'exprime plutôt lorsqu'on observe une influence marquante du mouvement sur l'opinion publique. La hardiesse du mouvement a également provoqué un certain sentiment de crainte parmi les haut dirigeants politico-économiques_ les obligeant ainsi à lui accorder une certaine attention. Le mouvement n'a cependant pas fait preuve d'une grande vigueur au cours des dernières années. De fait, les rassemblements altermondialistes comme le FSM attirent de moins en moins de participants. Le mouvement a atteint une étape où l'organisation de forums, de rencontres et d'échanges d'idées ne sont plus suffisants. Des actions concrètes doivent être menées. Est-ce que ceci devrait impliquer une participation plus structurée au sein du système (par exemple en créant des alliances étroites avec des partis politiques ou en contestant directement des élections et en prenant des positions officielles)? Ou le mouvement devrait-il emprunter un chemin plus radical, comprenant des luttes politiques directes et plus structurées? Ce débat est déjà récurrent depuis quelques temps au sein du mouvement altermondialiste, et depuis le FSM de Nairobi en janvier 2007, on parle ouvertement de «l'essoufflement», voire de la «panne» du mouvement⁸. De l'autre côté, le Forum économique de Davos (FED) a assurément pris de l'essor. D'ailleurs le FED ne considère plus les thèmes tels que la responsabilité sociale des entreprises, la pauvreté, la redistribution des richesses, etc. comme un tabou majeur pour ces agendas annuels.

Faut-il conclure de ces observations que le rapport de force n'est plus en faveur du mouvement altermondialiste aujourd'hui et que les réponses institutionnelles vont encore faiblir? Notons que même si ces dernières restaient effectives, nous ne pourrions avoir la certitude que les changements liés à l'attitude officielle ou aux décisions politiques formelles n'affecteraient pas la santé générale du mouvement. Jusqu'ici le mouvement altermondialiste a maintenu son caractère autonome et sa structure «informelle». En évoluant vers une «institutionnalisation» plus importante, il doit inéluctablement fonctionner dans une logique d'ONG nécessitant une structure administrative avec du personnel et un bâtiment. Cela requiert notamment de créer des activités dans un cadre «politiquement convenable». Cela nécessite également de chercher des fonds auprès des autorités pour assurer sa survie. La conséquence logique est que les autorités auront alors les moyens nécessaires pour «coop-

⁸ Le FSM a publié d'une série d'articles suite à son septième édition à Nairobi accordant une grande place à ces questions (http://www.forumsocialmundial.org.br/noticias_textos.php?cd_news).

ter» plus facilement la branche réformiste du mouvement et écarter ou même criminaliser les radicaux.

Le dilemme fondamental est que, malgré ces dangers de glissement du mouvement vers une ONG-isation et un contrôle officiel accru, sans alliances avec des forces étatiques et des dirigeants progressistes, il est difficile de concevoir des transformations sociales prépondérantes. C'est à ce stade que les incertitudes, voire les périls, subsistent. L'expérience du mouvement altermondialiste nous montre qu'il est, en dernier ressort, semblable à beaucoup d'autres mouvements sociaux qui doivent nécessairement gérer ces tensions vis-à-vis du système avec des conséquences hautement incertaines pour le mouvement. Le risque le plus fatal serait d'affronter davantage de difficultés dans la mobilisation des organisations associatives et des milieux populaires au Nord comme au Sud et de ne plus alors parvenir à remplir sa fonction critique, voire harcelante, du système.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Agrikoliansky E., Fillieule O. et Mayer N. (2005), *L'Altermondialisme en France*, Paris, Flammarion.
- della Porta D. et Diani M. (1999), *Social Movements: An Introduction*, Oxford, Blackwell Publishers.
- Guigni M. (2004), *Social protest and policy change: ecology, antinuclear and peace movements in perspective*, Lanham, Rowman and Littlefield.
- Harribey, Jean-Marie (sous la direction de) (2006), *Le Petit Alter: Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et Une Nuits.
- Melucci, A. (1985), «The Symbolic Challenge of Contemporary Movements», *Social Research*.
- Melucci, A., (1996), *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Nevue, Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Editions la Découverte, Paris, 2000.
- Offe, C. (1985), «New social movements: challenging the boundaries of institutional politics», *Social Research*, Vol. 52, No. 4.
- Patomäki H. (2007), *Global Tax Initiatives: The Movement for the Currency Transaction Tax*, Genève, UNRISD
- Pianta, M. et Federico Silva. (2003), «Globalisers from Below: A Survey on Global Civil Society Organisations», *GLOBI Research Report*, Globi, Rome, octobre 2003.
- Reynié, D. (2007), *L'extrême gauche, moribonde ou renaissante?*, Paris, Quadrige/PUF.
- Said Y. et Meghnad D. (2003), «Trade and global civil society: the anti-capitalist movement revisited», In Kaldor M., Anheier H. et Glasius M. (éds.), *Global Civil Society 2003*, OxfordOxford University Press.
- Samir A. (2007), «Le Forum Social est-il utile pour les luttes populaires?», http://www.forumsocialmundial.org.br/noticias_textos.php?cd_news=349.
- Shaw, T. (2001), «Globalisation(s) and anti-globalisation(s): implications for development studies», *The European Journal of Development Research*, Vol. 13, No. 2, pp. 164-168.
- Sommier, I. (2003), *Le renouveau des mouvements contestataires*, Paris, Flammarion.
- Tagle Y. et Patomäki K., (2007), *The Rise and Development of the Global Debt Movement*, Genève, UNRISD
- Touraine A. (2005), *Un nouveau paradigme*, Paris, Fayard.
- Yilmaz M., (2005), *Le Commerce équitable*, Genève, UNRISD

ARTICLES DE JOURNAUX

Askolovitch, C. (2003), «Alters et si c'était une révolution?», *Le Nouvel observateur*, 13-19 novembre 2003.

Boniface, P (2003), «Porto Alegre a tué Davos», *Le Figaro*, 10 novembre 2003.

Hassoux, D. (2003), «Des Altermondialistes: Attac en pleine crise de normalisation», *Libération*, 10 novembre 2003.

Jaigu, C. (2003), «Un forum chouchouté», *Le Point*, 14 novembre 2003.

«Le FSE et la politique», *L'Humanité, Editorial*, 13 novembre 2003.

«Qui sont les altermondialistes?», *Libération*, 12 novembre 2003.

«Je dis aux politiques: Allez-y, appropriiez-vous nos idées», *Libération*, 04 novembre, 2003.

«Jacques Chirac plaide pour la solidarité internationale au Forum de Davos», *Le Monde*, 27 janvier 2005.

«Tony Blair exhorte les pays riches à se mobiliser pour l'Afrique», *Le Monde*, 14 mars, 2005.

«Chirac would end world poverty with \$1 flight tax», *The Times*, 27 janvier, 2005.

SITES INTERNET

www.tjn.org.uk

www.oxfam.org

www.portoalegre.2003.org

www.attac.org

http://www.forumsocialmundial.org.br/noticias_textos.php?cd_news.